

Révolte sociale à Athènes

Grèce. Depuis la mort d'un adolescent suite à une bavure policière le 6 décembre, la Grèce connaît un mouvement social sans précédent. Ailleurs en Europe, les gouvernements craignent un effet domino.

Plusieurs villes grecques ont été secouées ces deux dernières semaines par des émeutes d'une ampleur inédite. Le décès d'Alexis Grigoropoulos, 15 ans, tué par un policier le 6 décembre, a mis le feu aux poudres. Les attaques au cocktail Molotov contre des banques, des établissements publics et surtout contre les forces de l'ordre, déjà fréquentes avant l'incident, se sont multipliées depuis. Selon la police, ces actes sont le fait de l'extrême gauche et de la mouvance anarchiste.

Mardi 23 décembre à Athènes, 2000 personnes manifestaient encore regroupées derrière une banderole signée par les jeunes qui occupaient l'Ecole Polytechnique d'Athènes, sur laquelle on pouvait lire : «A bas le gouvernement des assassins», «Le terrorisme de l'Etat ne nous arrête pas».

Des incidents avaient éclaté samedi dans la capitale à l'issue d'une manifestation visant à protester contre le Pacte européen sur l'immigration et l'asile adopté par l'Union européenne le 16 octobre. Les manifestants ont défilé aux cris de «Ils tuent des immigrés, ils tuent des lycéens» avec une banderole proclamant «A bas le pacte raciste de Sarkozy-Caramanlis-UE».

en allusion au Premier ministre grec Costas Caramanlis et au président français Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne jusqu'au 31 décembre 2008. Au total, environ 200 arrestations ont eu lieu pour «participation aux incidents» et «pillages» lors des affrontements. Quant aux jeunes, ils disent agir pour dénoncer «l'arbitraire» et «la mauvaise organisation» de la police, souvent dénoncée par les organisations des droits de l'homme pour ses nombreuses bavures. Dimitris Levantis, responsable de la section grecque de SOS Racisme, affirme que «l'incident a montré les carences professionnelles et la mauvaise formation des policiers en Grèce qu'il faut à tout prix désarmer».

La colère des jeunes s'est accrue la semaine dernière avec un nouvel incident : un lycéen de 16 ans, fils d'un syndicaliste enseignant connu, a été légèrement blessé par balle. L'auteur du tir reste toutefois non identifié. Par ailleurs, huit policiers ont été condamnés encore récemment à des peines allant de quinze mois à plus de trois ans de prison pour avoir passé à tabac et blessé un étudiant chypriote, il y a deux ans à Salonique (nord). A l'époque, l'affaire avait bouleversé le pays : les policiers avaient soutenu que l'étudiant avait heurté

une jardinière placée sur le trottoir alors que des images vidéo diffusées par la suite montraient les policiers en train de le rouer de coups à terre.

Génération 600 euros

LA MOBILISATION DES JEUNES a très vite pris une tournure sociale : syndicalistes et mouvements de défense des droits de l'homme ont rejoint les jeunes qui occupent pas moins de 700 lycées et universités. En effet, cette mobilisation est alimentée par le chômage, les réformes gouvernementales et la crise économique internationale. Le gouvernement de droite, déjà empêtré dans des scandales de corruption, est fortement critiqué par les syndicats et les partis de l'opposition pour la mauvaise gestion de la crise en général et du mouvement social en particulier. Lors du vote au Parlement grec du budget pour 2009, les voix s'élevèrent également contre la politique d'austérité du gouvernement, dénoncée comme «antipopulaire». Sur 300 parlementaires, le budget a été adopté par les seuls 151 députés du parti de la droite au pouvoir, la Nouvelle-Démocratie. A cet égard, une vingtaine de jeunes sont entrés dans les locaux de la chaîne publique NET, interrompant le JT au moment où passait un



PHOTOS AFP

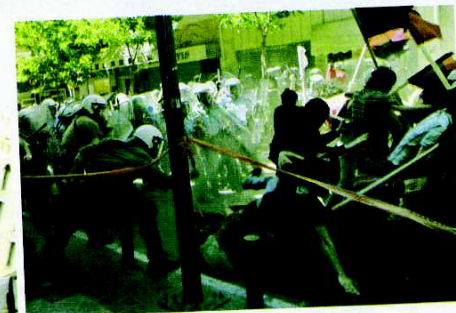


Au total, environ 200 arrestations ont eu lieu pour «participation aux incidents» et «pillages» lors des affrontements.

discours prononcé par Costas Caramanlis pour la défense de sa politique, pour doubler brièvement l'image d'une banderole affichant : «Arrêtez de regarder, sortez dans la rue».

Solidarité européenne ?

POUR ILIAS ILIOPOULOS, secrétaire de la Fédération des fonctionnaires, «l'incident tragique de l'assassinat de l'adolescent a fait remonter à la surface les problèmes de la société grecque, la cherté de la vie, le chômage des jeunes (qui a atteint plus de 23% en 2008), et une insécurité générale qui s'aggrave avec la crise financière mondiale». De même, selon Yannis Panagopoulos, président de la Confédération générale des travailleurs, «les protestations de jeunes de "la génération 600 euros" – en référence au salaire minimum en Grèce – montrent une accumulation des problèmes de la société au cours de ces dernières années et la dégradation des structures sociales qui ont pu s'exprimer via la mobilisation des jeunes après la mort de l'adolescent». En Europe, les gouvernements redoutent de



Les jeunes disent agir pour dénoncer «l'arbitraire» et «la mauvaise organisation» de la police souvent dénoncée pour ses bavures.

un cocktail Molotov, provoquant un début d'incendie. Sur les murs, ils ont laissé des slogans signés de la capitale A pour «Anarchie». L'un des slogans, en français, proclamait «Etrincelle à Athènes, incendie à Paris, c'est l'insurrection». L'initiative de solidarité pour le mouvement en Grèce a également donné lieu à quelques manifestations en Europe. Une centaine de personnes ont défilé la semaine dernière à Berlin et à Vienne. D'autres manifestations ont eu lieu à Londres, Copenhague, Rome, Venise, Madrid, Moscou et New York. A Melbourne, Australie, des groupes de jeunes se sont rassemblés devant le consulat de Grèce qui a été l'objet de quelques graffitis contre la police grecque. A noter qu'en France, le mouvement des lycéens se poursuit et que les violences traditionnelles de fin d'année dans les banlieues se multiplient. Sur son site web, l'UNEF indique qu'«après la génération Contrat Première Embauche (CPE) en France, c'est aujourd'hui aussi la "génération 600 euros" en Grèce qui manifeste un même refus de la précarité et son inquiétude face à l'avenir». «Quand vous avez une telle dépression économique, une telle désespérance sociale, il suffit qu'il y ait une allumette qui se mette là-dedans et tout part». «Le syndrome grec menace l'ensemble des pays», estiment respectivement les députés socialistes Laurent Fabius et Julien Dray. A bon entendeur...

AMINA BOUBIA